



[Télécharger sous pdf](#) | [s'abonner gratuitement](#) | [Numéros précédents](#) disponible en [espagnol](#), en [portugais](#) et en [anglais](#)

## **MOUVEMENT MONDIAL POUR LES FORÊTS TROPICALES**

### **Bulletin Mensuel - Numéro 173 - Decembre 2011**

Nous vous prions de nous aider à évaluer le Bulletin du WRM, en répondant à l'enquête que vous trouverez sur [https://www.surveymonkey.com/s/Bulletin\\_du\\_WRM](https://www.surveymonkey.com/s/Bulletin_du_WRM)

### **LE THEME CENTRAL DE CE NUMERO : LES DROITS DES PERSONNES**

Le 10 décembre on commémore l'adoption et la proclamation, en 1948, de la Déclaration universelle des droits de l'Homme.

Or, dans beaucoup de pays, de nombreuses personnes subissent encore la violation de ces droits et luttent pour défendre leur terre, leur eau, leurs forêts, leurs moyens d'existence et leur culture contre l'invasion et l'accaparement de terres que pratiquent les grandes entreprises.

L'histoire de la lutte pour les droits fondamentaux est toujours en cours de rédaction.

### **NOTRE OPINION**

- **L'Année internationale des forêts se termine : que célébrer ?**

### **LES DROITS DES PERSONNES**

- **La Marche mondiale des Femmes appelle à renforcer la lutte**
- **Appel à la création d'une Alliance mondiale contre l'accaparement de terres**
- **En provenance de Durban : appel à un moratoire sur REDD+**
- **Méga-entreprises et criminalisation de la lutte pour le respect des droits : les cas de l'Inde et du Honduras**
- **Indonésie : crise des droits de l'homme dans les plantations de palmier à huile**
- **Thaïlande : le climat, les droits de l'homme et les forêts**

### **LES GENS SE METTENT À L'OEUVRE**

- **Fonds de pension néerlandais dénoncé pour ses investissements dans la monoculture d'arbres au Mozambique**
- **Malheur annoncé pour l'Extrême-Sud, le Sud et le Sud-Ouest de Bahia**
- **Appel à la mobilisation et à la coordination des luttes, en route vers Rio+20 et au-delà**

## NOTRE OPINION

### - L'Année internationale des forêts se termine : que célébrer ?

L'Organisation des Nations Unies (ONU) a déclaré cette année 2011 Année internationale des forêts. Considérant que cette année se termine, il est bon de faire un bref bilan.

Le slogan de cette Année Internationale est « les forêts pour les personnes ». En janvier, nous avons écrit : « les peuples de la forêt auront-ils quelque chose à fêter ? Y aura-t-il durant l'année des progrès dans la lutte contre les causes directes de la déforestation, comme l'extraction de bois et l'avancée de l'agro-industrie ? Que dire des causes dites indirectes ou sous-jacentes, c'est-à-dire celles qui sont derrière la destruction forestière, comme c'est le cas d'une économie mue par le profit et la spéculation financière, et par une consommation excessive au seul bénéfice d'une minorité de l'humanité ?

### REDD+

C'est le débat sur le mécanisme REDD+ qui a de nouveau dominé le programme des pourparlers sur les forêts. Les tentatives pour faire avancer l'implantation de ce système ont mobilisé des banques, des consultants, des gouvernements et même de nombreuses ONG. On a déjà dépensé des milliards de dollars dans ce processus, chose qui a été dénoncée par un groupe d'organisations, parmi lesquelles des organisations indigènes (1). Il s'agit de ressources qui pourraient être utilisées pour encourager et multiplier les expériences positives de conservation des forêts et de respect des droits de l'homme dans le monde entier, sans lien avec le mécanisme REDD.

L'aveuglement de ceux qui, comme la Banque mondiale et diverses entreprises consultantes, insistent le plus à promouvoir REDD+ attire notre attention. Elles ne semblent pas percevoir les preuves des violations des droits de l'homme qui se produisent dans les zones où l'on met en œuvre les projets pilotes de REDD+, comme l'a montré l'étude de cas réalisée par le WRM (2) d'un projet de Conservation International et de la Walt Disney au Congo, ainsi que d'autres études. Elles ne saisissent pas non plus que de plus en plus d'études annoncent que REDD+ ne va pas fonctionner à cause de sérieux obstacles, principalement relatifs au mécanisme de marché (3). Les problèmes détectés ont atteint leur sommet avec une proposition, lancée à Durban pendant la CdP 17 par des organisations indigènes, de déclarer un moratoire sur REDD (voir l'article correspondant dans ce bulletin).

Alors que le Brésil tente de se présenter comme protecteur de la plus grande forêt tropicale du monde, un groupe de parlementaires de ce même pays, groupe lié à l'agro-industrie, a essayé cette année de modifier le Code forestier, ouvrant ainsi le chemin à la déforestation légale de millions d'hectares, essentiellement au bénéfice de l'agro-industrie, tandis que la récupération est envisagée grâce aux projets REDD+ et à la rétribution pour services environnementaux, sujets pour lesquels on est en train d'élaborer rapidement des législations spécifiques. Le pari sur une « économie verte », basée sur la marchandisation et maîtrise de la nature et du

territoire, tend à provoquer un recul des droits légalement garantis des populations indigènes et traditionnelles du Brésil.

L'aggravation de la pollution, conséquence de ce modèle, intensifie aussi la contamination causée par les grandes entreprises internationales dans le Nord, ce qui implique davantage d'impacts sur les populations indigènes et d'autres secteurs qui vivent au voisinage de ces industries et de leurs zones d'extraction dans le Nord, et l'intensification du racisme et d'autres injustices environnementales et sociales. Dans le Sud, cela signifie aussi, à bref ou à moyen délai, des effets négatifs sur les forêts tropicales, ce qui fait de REDD+ un processus contreproductif, même pour ceux qui pensent que « la forêt sur pied » et un certain contrôle exercé sur elle en garantiront l'avenir.

Il manque des propositions structurelles pour attaquer les causes directes et indirectes de la déforestation. Celles qui existent continuent à être considérées par les gouvernements et leurs interlocuteurs comme très « radicales ». Pourtant, sans ces propositions « radicales » le climat connaîtra une augmentation de la température de près de 4 degrés en peu de temps (4). Là oui, le changement sera réellement radical pour la vie de centaines de millions de personnes du monde entier, et surtout pour les femmes, plus vulnérables aux changements climatiques.

### **La définition des forêts**

Un autre facteur qui encourage la déforestation est, sans doute, la définition donnée par la FAO, qui appelle forêts les plantations industrielles d'arbres. Le WRM a réalisé cette année une mini-campagne intense sur le sujet, en élaborant des outils et en remettant en septembre à la FAO une lettre dans laquelle elle exhortait l'organisation à commencer d'urgence un processus de révision de cette définition, avec la participation effective des peuples de la forêt.

Peut-être la lutte contre la définition actuelle des forêts a-t-elle eu un certain écho lors de la CdP 17, dans la recommandation faite par l'OSAST(5), l'organe assesseur de la Conférence des Parties, dans le cadre du débat sur REDD. L'OSAST suggère que chaque pays puisse donner sa propre définition de la forêt, différente d'une définition unique issue de la CCNUCC. Bien que, d'une part, cette recommandation donne la possibilité de lutter dans chaque pays pour des définitions qui excluent la monoculture d'arbres et qui prennent mieux en compte la réalité locale des forêts, d'autre part elle ouvre aussi la voie à des définitions qui favorisent encore plus l'avancée des plantations industrielles d'arbres.

La dernière option est la plus probable, vu le grand pouvoir du lobby des entreprises du secteur et des institutions financières qui encouragent les plantations d'arbres auprès des gouvernements nationaux, dont les représentants sont habitués à voir leurs campagnes électorales financées par les entreprises forestières qui, « en échange », obtiennent des terres, des avantages et des incitations. Sans une définition et une référence claire à l'échelle internationale, la porte reste ouverte à des définitions encore plus favorables à leurs intérêts industriels.

Le manque d'intérêt à aborder les causes sous-jacentes de la déforestation devient encore plus évident si nous considérons comment avancent dans les plans les

fausses solutions proposées pour résoudre la crise du climat. Un exemple en est l'utilisation d'agrocombustibles, en particulier la biomasse de bois, pour produire de l'énergie en Europe. Il s'agit d'une tentative pour maintenir en place l'actuel système précaire de production et de consommation, en ayant de nouveau recours à des systèmes de certification comme le FSC dans le cas des plantations d'eucalyptus et de pins, et comme la RSPO dans le cas des plantations de palmiers pour la production d'huile. Aucun de ces deux systèmes de certification n'évite qu'il y ait de graves violations des droits de l'homme, comme le démontre, par exemple, l'article sur l'Indonésie du présent bulletin. Les gouvernements préfèrent s'occuper des intérêts industriels et bancaires plutôt que du bien-être futur des personnes et de l'environnement, y compris le climat. Ils cherchent à faire face à la crise économique en appliquant les mêmes recettes de toujours, sans se soucier de fixer des limites à l'exploitation de la nature, ou de faire en sorte que les grands pollueurs réduisent leurs émissions de gaz à effet de serre.

### **La résistance**

Nous n'aurions pas grand-chose à fêter cette année sans les profondes remises en question du « lavage vert » des labels de certification, comme celui du FSC, qui se sont produites dans les pays du Nord (6), et surtout sans la résistance des peuples des forêts et d'autres biomes, qui se sont battus dans divers pays du Sud contre la déforestation, et qui ont résisté dans des régions où les gouvernements ont favorisé la monoculture d'arbres et d'autres formes d'usurpation des terres.

Il devient de plus en plus évident qu'il faut reconnaître les droits de ces populations, sans quoi se perpétueront la violation de leurs droits et la criminalisation de ceux qui luttent pour les défendre, comme il arrive dans de nombreux pays, du Chili dans les régions de plantation de pins, à l'Indonésie autour des plantations d'eucalyptus et de palmiers à huile. La meilleure manière de conserver les forêts, d'atténuer l'impact des changements climatiques et de favoriser la sécurité et la souveraineté alimentaires est de respecter les droits des peuples qui habitent les forêts et d'autres biomes et qui dépendent d'eux.

Pour avancer sur cette voie, nous pensons qu'il est indispensable d'encourager et de coordonner entre eux les processus de résistance les plus divers, de la lutte pour la conservation des forêts à la lutte contre le système financier international, en créant des liens de solidarité entre les peuples du Sud et avec les peuples du Nord, pour augmenter ainsi la pression sur les entreprises et les gouvernements.

Il est important que les voix des divers peuples qui s'opposent à la privatisation et à l'appropriation de terres et de la nature et qui défendent les droits élémentaires de l'homme aient des échos plus forts et mieux accordés au moment des prochains grands événements, comme celui de Rio+20. Finalement, nous reprenons aussi l'appel lancé par La Via Campesina le mois dernier au Mali, en Afrique, contre l'usurpation de terres (voir la convocation de Rio+20 et l'article sur l'appropriation de terres dans le présent bulletin).

1- <http://www.wrm.org.uy/temas/REDD.html>

2- [http://www.wrm.org.uy/subjects/REDD/DRC\\_REDD\\_fr.pdf](http://www.wrm.org.uy/subjects/REDD/DRC_REDD_fr.pdf)

3- <http://www.fern.org/carbonmarketswillnotdeliver>

4- <http://outrapolitica.wordpress.com/2011/11/17/a-un-ano-de-cancun-y-dias-de-durban-mas-de-40-c/>

5- <http://www.redd-monitor.org/wordpress/wp-content/uploads/2011/12/l25a01.pdf>

6- Comme ce fut le cas en Belgique, à propos de la certification FSC de Veracel Celulose au Brésil (voir <http://www.duurzaamoppapier.be>).

[index](#)

---

## LES DROITS DES PERSONNES

### - La Marche mondiale des Femmes appelle à renforcer la lutte

Pour le WRM, la lutte des femmes est une lutte pour la liberté et pour la justice sociale. C'est essentiellement une demande de changement des structures sociales qui ont placé les femmes en une position d'inégalité et de subordination. Ainsi, la lutte pour la justice de genre est une lutte sociale contre le système capitaliste et patriarcal dominant, qui traite les femmes et la nature de façons similaires, en exerçant de la violence contre le corps et la vie des femmes pour les maîtriser, et contre les biens communs, comme l'eau, la terre, la souveraineté et même la culture, dans sa quête insatiable du gain et de l'appropriation.

La Marche mondiale des Femmes (MMF) est un des mouvements sociaux qui luttent pour la justice de genre. C'est un mouvement de femmes de diverses origines et affiliations, organisées en groupes et organisations de base pour lutter pour l'élimination des causes de la pauvreté chez les femmes et de la violence à leur égard ; elles considèrent ces causes comme inhérentes au système capitaliste et patriarcal actuel.

Les actions des organisations qui constituent la MMF tournent autour du programme féministe et des revendications d'autres mouvements sociaux. Ainsi, la MMF s'intègre aux luttes contre la militarisation, contre le libre-échange et contre les fausses solutions du changement climatique et des crises systémiques.

Du 21 au 25 novembre 2011, sous le slogan « Les femmes en marche : renforcer l'action collective, changer le monde », 80 femmes venues de 34 pays, parmi lesquelles figuraient des déléguées, des travailleuses et des représentantes de mouvements alliés, se sont réunies dans la 8<sup>e</sup> Rencontre internationale de la MMF, qui s'est tenue à Quezón, aux Philippines, afin d'analyser la situation actuelle et de discuter de stratégies.

Le texte de discussion préparé par le Comité international de la MMF pour cette 8<sup>e</sup> Rencontre internationale [1] transmet l'idée que la lutte pour l'intégrité des femmes est une lutte pour la justice sociale et pour les droits des personnes. Il dit que « la crise financière, le chômage, l'endettement dans les pays du Nord ont favorisé la remise en question du modèle et du discours néolibéral, en plus d'augmenter les mobilisations sociales. Néanmoins, les politiques néolibérales restent en place. Les mêmes vieilles formules sont appliquées face à la crise, de la diminution des dépenses publiques au non-respect des droits des travailleuses, tandis que les bénéfices des entreprises (les sociétés financières comprises) et les budgets

militaires sont maintenus et augmentés. La pression sur les 'actifs réels' tels que les terres et les immeubles augmente, provoquant l'accaparement des territoires des paysans, des autochtones et des populations traditionnelles, et la remise à plus tard de la réforme urbaine ».

En ce qui concerne le rôle des femmes, le document analyse comment « le travail effectué par les femmes, quelle qu'en soit la forme, est au cœur de l'organisation économique et commerciale de la société dans le système capitaliste, raciste et patriarcal. Les femmes continuent à être les principales responsables des tâches ménagères, que ce soit au foyer, dans leurs communautés ou dans le secteur des services, reproduisant ainsi le rôle que la société capitaliste et patriarcale leur a toujours assigné. Elles constituent la majorité des travailleurs dans des domaines qui soutiennent des communautés entières, comme la production agricole et paysanne, la pêche artisanale et les petites usines. Elles sont aussi plus nombreuses dans les secteurs et les activités de production qui ont besoin de main d'œuvre intensive, comme la couture, l'industrie de la chaussure ou l'agro-exportation ».

La division sexuelle du travail attribue aux hommes le travail productif (la production de marchandises), et aux femmes le travail reproductif (le soin des personnes), dans une hiérarchie où le premier est plus important que le dernier. Le document montre que le modèle capitaliste néolibéral soumet le soin des personnes, les rapports humains et l'organisation du travail et de la consommation aux règles du marché, qui visent à accroître les profits grâce au rendement et à l'efficacité. Une manifestation évidente en est la privatisation des biens communs, tels que les services de santé publique, d'éducation et de distribution d'eau. Du fait de l'affaiblissement planifié et de l'inexistence même des services de soins publics et communautaires, (pour les enfants, les personnes âgées ou malades, etc.), les femmes se retrouvent obligées de travailler pendant de longues heures sans rémunération, pour accomplir des tâches qui ont toujours été invisibles et non payées. Elles restent invisibles même dans le débat concernant la crise : « Le chômage masculin est mis en évidence, mais on passe sous silence le fait que, si les femmes ont conservé leurs emplois, c'est parce que leur insertion dans le marché du travail est toujours allée de pair avec des salaires inférieurs et avec la non-reconnaissance de leurs droits ».

La violence aussi est un outil pour soumettre les femmes, et le document mentionne le harcèlement sexuel que les hommes utilisent pour contrôler le travail des femmes dans les ateliers où la main-d'œuvre est exploitée, pour punir celles qui réclament leurs droits ou pour semer la terreur. Les violences de ce genre, qui incluent le viol et la persécution de femmes qui participent aux mouvements sociaux, ont augmenté avec la propagation de la militarisation dans tous les continents, dans le but d'accroître le contrôle des territoires, de l'eau, des terres agricoles, des ressources minérales et de la diversité biologique.

En ce qui concerne la crise environnementale, le document du Comité international de la MMF montre que le marché est présenté comme une solution ; il en est ainsi des crédits d'émission négociables en bourse, bien qu'il s'agisse en fait de « droits de polluer ». De même, le document examine le mécanisme REDD (réduction des

émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts), et conclut que les projets REDD augmentent le pouvoir des gouvernements, des entreprises privées et de quelques grandes ONG, puisqu'ils impliquent nécessairement d'écarter et d'exclure du contrôle des forêts les peuples qui y vivent depuis des générations.

La MMF appelle les femmes à renforcer leur action politique afin de récupérer non seulement leurs territoires – leurs corps et leurs terres – mais aussi l'eau, la diversité biologique et la culture de ceux qui ont habité ces territoires depuis toujours.

La rencontre s'est terminée par un rassemblement international massif et coloré, qui a réclamé de mettre fin à la violence contre les femmes, ce qui, aux Philippines, inclut d'éliminer les bases militaires des États-Unis.

*Article fondé sur le document de discussion rédigé par le Comité international de la MMF pour la 8 e Rencontre internationale de ce mouvement,*  
<http://www.worldmarchofwomen.org/structure/8rencontre/context/en/>.

[index](#)

---

## **- Appel à la création d'une Alliance mondiale contre l'accaparement de terres**

L'accaparement de terres est un processus mondial qui s'est intensifié à partir de la crise alimentaire, climatique et financière que les grands capitalistes ont provoquée par leurs politiques néolibérales. À présent, ceux qui ont créé la crise jettent leur dévolu sur les biens naturels et sur les territoires, en ce qui constitue une nouvelle phase d'expansion du capitalisme, qui vise à obtenir la maîtrise des ressources naturelles de la planète.

L'accaparement de terres s'inscrit dans le modèle de développement industriel à grande échelle, qui a déjà eu de nombreuses répercussions négatives sur les communautés et sur les écosystèmes. Il devient donc urgent de lutter contre lui. Il s'agit d'un combat entre le modèle industriel et le modèle paysan et indigène. Il s'agit de défendre le droit fondamental à la terre, au territoire, à la production d'aliments. Il s'agit de défendre le droit à la souveraineté alimentaire. Voilà pourquoi La Vía Campesina a organisé à Nyéléni (Mali) une rencontre historique à laquelle ont participé près de 300 personnes, dans le but d'échanger des expériences sur ce qui est en train de se passer dans le monde à ce sujet. Il en est sorti un appel à la création d'une Alliance mondiale contre l'accaparement de terres. Nous vous invitons à lire la déclaration de la réunion et à souscrire à l'appel.

## **STOP A L'ACCAPAREMENT DE TERRES, MAINTENANT !**

### **Déclaration de la Conférence de Nyéléni**

Nous, paysannes et paysans, pastoralistes, peuples autochtones ainsi que nos alliés, réunis pour la première fois à Nyéléni du 17 au 19 Novembre 2011, sommes venus des quatre coins du monde pour partager nos expériences et nos luttes contre l'accaparement des terres.

Il y a un an, nous avons soutenu l'appel de Kolongo lancé par des organisations

paysannes au Mali, qui sont aux avant-postes de la résistance locale contre l'accaparement des terres agricoles et les aliénations de la terre des paysans en Afrique.

Nous nous sommes rassemblés à Nyéléni en réponse à l'Appel de Dakar, qui invite les peuples à former une alliance mondiale contre l'accaparement des terres. Car nous sommes déterminés à défendre la souveraineté alimentaire, les biens communs et les droits d'accès des petits producteurs d'aliments aux ressources naturelles.

Au Mali, le gouvernement, dans sa politique de promouvoir les investissements privés dans l'Agriculture, à céder près de 800 000 hectares de terres à des investisseurs privés. Ces terres appartiennent à des communautés qui y vivent depuis des générations, voire depuis des siècles, alors que l'Etat malien n'a été créé que dans les années 1960. Cette situation se retrouve dans de nombreux autres pays dans lesquels les droits coutumiers ne sont pas reconnus. Déposséder les communautés de leurs terres est une violation tant de leurs droits coutumiers que de leurs droits historiques.

Le fait de pouvoir bénéficier d'un accès sécurisé à la terre et d'avoir le contrôle du foncier et des ressources naturelles sont des droits liés de manière inextricable à ceux consacrés par la Déclaration universelle des droits de l'Homme ainsi que par de nombreuses autres conventions régionales et internationales sur les droits humains, comme par exemple le droit à l'autodétermination, le droit à un niveau de vie adéquat ou encore le droit au logement, à l'alimentation, à la nourriture, à la santé, à la culture, à la propriété et à la participation.

Nous constatons avec une grande inquiétude que les États ne respectent pas leurs obligations à cet égard et considèrent que les intérêts des milieux d'affaires sont plus importants que les droits des peuples.

L'accaparement des terres est un phénomène mondial, initié par les élites locales et transnationales, les gouvernements et les multinationales afin de contrôler les ressources les plus précieuses du monde. La crise mondiale dans les domaines de la finance, de l'alimentation et du climat a déclenché une ruée des investisseurs et des gouvernements des pays riches en vue d'acquérir et de s'emparer de terres agricoles et de ressources naturelles, étant donné que ces ressources sont les seules «valeurs refuges» qui peuvent encore garantir la sécurité des rendements financiers.

Des fonds de pensions et autres fonds d'investissement sont devenus de puissants acteurs dans l'accaparement des terres, tandis que les guerres continuent à être menées pour le contrôle des richesses naturelles.

La Banque mondiale et les banques régionales de développement favorisent encore l'accaparement des terres et la mainmise sur l'eau en poussant à la mise en œuvre de politiques favorables aux milieux d'affaires, facilitant les capitaux et les garanties pour les investisseurs industriels et, d'une manière générale, en faisant la promotion d'un modèle économique de développement prédateur et néfaste.



La Banque mondiale, le FIDA, la FAO et la CNUCED ont proposé sept principes qui légitiment l'accaparement des terres agricoles par des investisseurs privés et étatiques.

Menée par certaines des plus grandes multinationales au monde, l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA) a pour objectif de convertir l'agriculture paysanne en une agriculture industrielle et d'intégrer les petits paysans aux chaînes mondiales de valeur, augmentant considérablement leur vulnérabilité face à la perte de leurs terres.

L'accaparement des terres dépasse le traditionnel clivage Nord-Sud qui caractérise les structures impérialistes; les sociétés transnationales accaparatrices peuvent être basées aux Etats-Unis ou en Europe mais aussi au Chili, au Mexique, au Brésil, en Russie, en Inde, en Chine, en Afrique du Sud, en Thaïlande, en Malaisie ou en Corée du Sud, pour n'en citer que quelques unes.

C'est une crise qui affecte tout autant les zones rurales que urbaines. Les accaparements de terres se font en Asie, en Afrique, dans les Amériques et même en Europe dans le cadre de projets d'agriculture industrielle, d'exploitation minière, de construction d'infrastructures, de barrages, pour le tourisme, au nom de la création de parcs naturels, pour les besoins de l'industrie, pour permettre l'expansion urbaine ou encore à des fins militaires.

Les peuples autochtones et les minorités ethniques sont chassés de leurs territoires par la force armée, augmentant encore leur précarité voire, dans certains cas, les réduisant en esclavage.

Les fausses solutions au changement climatique, s'appuyant sur des mécanismes de marché, ne font que renforcer encore l'aliénation des communautés locales de leurs terres et des ressources naturelles.

Malgré le fait que les femmes sont les principales productrices d'aliments à travers le monde et qu'elles sont les premières responsables du bien-être de leurs famille et de leurs communautés, les structures patriarcales existantes continuent à spolier les femmes, en les dépossédant des terres qu'elles cultivent et en les privant de leur droit d'accès aux ressources naturelles. Etant donné que la plupart des femmes paysannes ne disposent pas d'un accès pérenne, légalement reconnu, au foncier, elles sont particulièrement vulnérables face aux expulsions et expropriations.

La lutte contre l'accaparement des terres est un combat contre le capitalisme, le néolibéralisme et contre un modèle économique prédateur.

A travers les témoignages de nos frères et sœurs du Brésil, du Burkina Faso, de Colombie, de la République démocratique du Congo, de France, du Ghana, du Guatemala, de la Guinée Bissau, du Honduras, d'Inde, d'Indonésie, du Mali, de Mauritanie, du Mozambique, du Népal, du Niger, du Sénégal, d'Afrique du Sud, de Thaïlande, d'Ouganda..., nous avons pu prendre conscience à quel point l'accaparement des terres menace la petite paysannerie et l'agriculture familiale ainsi que la nature, l'environnement et la souveraineté alimentaire.

L'accapement des terres déplace et disloque les communautés, détruit les économies locales et les cultures ainsi que le tissu social. Elle met en péril l'identité des communautés, qu'il s'agisse de paysans, de pastoralistes, de pêcheurs, de travailleurs, de peuples autochtones ou de « sans-castes ».

Et ceux qui osent se lever pour défendre leurs droits légitimes et la survie de leurs familles et communautés sont frappés, emprisonnés et assassinés.

Il n'existe aucun moyen pour atténuer les impacts de ce modèle économique et des structures de pouvoir qui le défendent. Nos terres et nos identités ne sont ni à vendre, ni à louer.

Mais nous ne nous déclarons pas vaincus. En nous organisant, en nous mobilisant et en assurant la cohésion de nos communautés, nous avons été en mesure de faire échec à l'accapement des terres en de nombreux endroits.

Par ailleurs, nos sociétés reconnaissent de plus en plus que l'agriculture paysanne et familiale ainsi que la production alimentaire à petite échelle représentent le modèle le plus durable, tant socialement, économiquement et écologiquement, pour l'utilisation des ressources et pour garantir le droit à l'alimentation pour tous.

Rappelant les termes de l'Appel de Dakar, nous réitérons notre engagement à résister et lutter contre l'accapement des terres par tous les moyens possibles, d'apporter notre soutien à tous ceux qui luttent contre ces accapements et spoliations et de faire pression sur nos gouvernements nationaux ainsi que sur les institutions internationales afin qu'elles s'acquittent de leurs obligations envers les droits des peuples.

Nous nous engageons tout particulièrement à:

- *Organiser les communautés rurales et urbaines afin de lutter contre les accapements de terres sous toutes leurs formes.*
- *Renforcer les capacités de nos communautés et de nos mouvements à revendiquer, récupérer et défendre nos droits, nos terres et notre accès aux ressources naturelles.*
- *Obtenir et pérenniser, au sein de nos communautés, les droits des femmes pour l'accès à la terre et aux ressources naturelles.*
- *Sensibiliser le public au fait que l'accapement des terres est une source de crises qui affectent l'ensemble de la société.*
- *Construire des alliances entre les différents secteurs, les groupes de population, et les régions afin de mobiliser nos sociétés en vue de mettre fin à l'accapement des terres*
- *Renforcer nos mouvements afin de mieux promouvoir et parvenir à la souveraineté alimentaire ainsi qu'à une véritable réforme agraire.*

Afin d'atteindre les engagements ci-dessus, nous allons développer les actions suivantes:

## **Concernant le renforcement de nos capacités en vue d'organiser la résistance locale**

- Rendre compte à nos communautés des délibérations et des engagements pris lors de cette conférence.
- Mettre en place nos propres bases de données d'informations sur la question de l'accaparement des terres, en documentant des cas, en rassemblant des informations pertinentes et des preuves chiffrées sur les processus, les acteurs et les impacts de l'accaparement des terres, etc.
- S'assurer que nos communautés disposent de l'information dont ils ont besoin concernant les lois, leurs droits, les investisseurs, les contrats, etc. afin qu'ils puissent résister de manière efficace aux manœuvres des investisseurs du secteur privé et à celles des gouvernements qui cherchent à s'emparer de nos terres et de nos ressources naturelles.
- Mettre en place des systèmes d'alerte précoce afin d'alerter les communautés sur les risques et les menaces.
- Renforcer nos communautés à travers des initiatives de formation politique et technique, restaurer notre fierté d'être des paysannes et des paysans, des producteurs et des productrices qui fournissent les aliments qui nourrissent la planète de manière saine et durable, et ceci particulièrement chez les jeunes.
- Garantir les droits fonciers et d'accès aux ressources pour les femmes à travers un travail de conscientisation de nos communautés et de nos mouvements relatif à l'importance de respecter et de protéger les droits fonciers des femmes, en particulier dans les systèmes coutumiers.
- Développer et utiliser les médias locaux afin d'organiser les membres de nos communautés ainsi que d'autres secteurs de la population et partager avec eux des informations sur l'accaparement des terres.
- Veiller à ce que nos dirigeants respectent les règles établies par nos communautés et les obliger à rendre des comptes à nous, à nos communautés et à nos organisations.

## **Concernant l'aide juridique pour notre défense**

- Développer nos propres systèmes d'aide juridique et travailler en liaison avec des experts juridiques et des droits humains.
- Condamner toutes les formes de violence ainsi que la criminalisation de nos luttes et de nos mobilisations pour la défense de nos droits.
- Nous mobiliser pour obtenir la libération immédiate de toutes les personnes emprisonnées à cause de leur engagement dans les luttes pour leurs terres et territoires, et mettre sur pied en urgence des campagnes de solidarité avec tous ceux qui sont confrontés à ces types de conflits.

## Concernant le plaidoyer et la mobilisation

- Institutionnaliser la journée du 17 avril comme étant le jour de mobilisation mondiale contre l'accaparement des terres, mais également identifier d'autres dates appropriées qui pourraient servir de point de ralliement pour des mobilisations en vue de défendre nos terres et nos biens communs.
- Développer nos argumentaires politiques afin de dénoncer et discréditer le modèle économique qui est à l'origine de l'accaparement des terres ainsi que les différents acteurs et initiatives visant à promouvoir et légitimer ces pratiques.
- Établir un Observatoire des peuples sur l'accaparement des terres afin de faciliter et de centraliser la collecte des données, les communications, les actions de planification, les initiatives de lobbying, de conscientisation, de recherche et d'analyse, etc.
- Promouvoir les droits fonciers des femmes à travers des initiatives de redistribution foncière ciblée pour les femmes, ainsi que d'autres actions; pousser à la promulgation de lois et l'instauration de politiques répondant aux besoins particuliers des femmes.
- Porter nos messages et nos exigences devant les parlements, les gouvernements et les institutions internationales. Poursuivre notre engagement vis à vis du Comité pour la sécurité alimentaire mondiale et exiger que les processus tels que les Directives volontaires de la FAO sur la gouvernance responsable de la tenure des terres et des autres ressources naturelles contribuent véritablement à protéger et promouvoir les droits à la terre et l'accès aux ressources naturelles des petits paysans et producteurs alimentaires.
- Identifier et cibler les forums locaux et les espaces nationaux et internationaux où nous pouvons entreprendre des actions de mobilisation et de sensibilisation du public en vue de créer un large mouvement dans la société de résistance à l'accaparement des terres.
- Planifier des actions qui ciblent les entreprises privées, (y compris les sociétés financières), la Banque mondiale et autres banques multilatérales de développement qui font la promotion, encouragent et tirent profit des projets d'accaparement des terres et des ressources naturelles.
- Poursuivre notre opposition aux régimes industriels d'autorégulation comme les principes d'investissements agricoles responsables (IAR).
- Développer et renforcer nos actions en vue de parvenir à la souveraineté alimentaire et à la réforme agraire, afin de promouvoir la reconnaissance des systèmes coutumiers, tout en garantissant les droits d'accès à la terre et aux ressources naturelles pour les femmes et les jeunes.
- Soutenir le droit des peuples à jouir de leurs ressources à travers des occupations de terres, les occupations des bureaux des investisseurs privés, les manifestations et autres actions en vue récupérer leurs biens communs.

- Exiger que nos gouvernements remplissent leurs obligations en matière de droits humains, qu'ils cessent immédiatement les transferts de terres et de ressources naturelles aux investisseurs privés, qu'ils annulent les contrats déjà signés et qu'ils restituent les terres ainsi accaparées et qu'ils protègent les communautés rurales et urbaines des opérations d'accaparement en cours et à venir.

### **Concernant le renforcement des alliances**

- Construire de solides réseaux d'organisations et d'alliances à différent niveau - local, régional et international - en s'appuyant sur l'Appel de Dakar et placer les petits paysans et producteurs d'aliments artisanaux au cœur de ces alliances.
- Forger des alliances avec des membres et actionnaires de fonds de pensions afin d'empêcher les gestionnaires de ces fonds d'investir dans des projets qui ont pour conséquence l'accaparement des terres.
- Construire des alliances stratégiques avec la presse et des médias, afin qu'ils rendent compte fidèlement de nos messages et de nos réalités; lutter contre les préjugés répandus par les médias dominants en ce qui concerne les luttes pour la terre et la réforme agraire au Zimbabwe.

Nous appelons toutes les organisations qui partagent ces principes et soutiennent ces actions à rejoindre notre Alliance internationale contre l'accaparement des terres, une alliance que nous créons ce jour, solennellement, ici à Nyéléni.

### **Globalisons la lutte ! Globalisons l'espoir !**

Signé à Nyéléni, le 19 novembre 2011

[index](#)

---

### **- En provenance de Durban : appel à un moratoire sur REDD+**

Les pollueurs du monde ont, une fois de plus, bloqué la possibilité de prendre des mesures réelles contre le changement climatique. La 17e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CdP 17) s'est terminée à Durban avec le lancement d'une nouvelle série de négociations (la Plateforme de Durban) dans le but de définir un nouveau régime. Cette décision représente un crime de lèse-humanité, puisque le fait de reporter toute action à 2020 rend possible que la température mondiale augmente de 4 degrés Celsius, sur la base des promesses de réduction des émissions faites à Cancún par les pays industrialisés pour la période 2012-2020.

Si rien n'a été fait pour parvenir à un accord contraignant sur la réduction des émissions, beaucoup d'efforts ont été fournis une fois de plus à Durban pour présenter REDD+ comme moyen d'avancer.

Les peuples indigènes qui participaient aux pourparlers de la CCNUCC, organisés dans l'Alliance mondiale des peuples indigènes et des communautés locales contre REDD et pour des formes de vie, ont demandé que l'on déclare un moratoire sur

REDD+. Ils ont souligné que « les sources de financement des crédits de carbone de REDD+ viennent du secteur privé et des marchés du carbone, auxquels participent les industries extractives. Les marchés du carbone et REDD+ transforment nos territoires et nos forêts en dépotoirs de carbone, tandis que les plus responsables de la crise climatique ne s'engagent pas à réduire obligatoirement leurs émissions de gaz à effet de serre et continuent à gagner de l'argent. La Banque mondiale elle-même a signalé que 'les flux financiers nécessaires pour stabiliser le climat et pour s'y adapter proviendront surtout, à la longue, du secteur privé' ».

Le système REDD – ajouté au MDP – permettrait aux pays industrialisés « de compenser entre 24 et 69 % de leurs émissions... ce qui leur permettrait d'éviter de faire au plan national les réductions nécessaires pour que les émissions atteignent leur maximum aux environs de 2015 », a reconnu James Hansen, directeur de la NASA.

La plupart des forêts du monde se trouvent dans les terres et territoires de peuples indigènes. L'organisation dénonce que REDD+, tout comme le Mécanisme de développement propre (MDP), encourage la privatisation et la marchandisation des forêts, des arbres et de l'air par le biais des marchés et des crédits de carbone, « une hypocrisie qui ne va pas arrêter le réchauffement mondial » et qui pourrait aboutir au plus grand accaparement de terres de tous les temps.

L'appel au moratoire est fondé sur le principe de précaution qui dit : « lorsqu'une activité est susceptible de porter atteinte à la santé humaine ou à l'environnement, des mesures de précaution doivent être prises, même avant qu'un lien de cause à effet ne soit formellement établi sur le plan scientifique ». De plus en plus de rapports récents prouvent que « les peuples indigènes sont victimes de violations de leurs droits, dont le droit à la vie de ceux qui s'opposent à REDD+, par suite de la mise en œuvre de politiques et de programmes de type REDD+. Parmi ces violations figurent le déplacement forcé et la réinstallation involontaire, la perte de terres, territoires et ressources, des moyens d'existence, de la souveraineté et de la sécurité alimentaires, et l'imposition des soi-disant « moyens de subsistance alternatifs » qui provoquent la séparation des nôtres de leurs communautés, de leurs cultures et de leurs connaissances traditionnelles. De la même manière sont violés nos droits au consentement libre, préalable et en connaissance de cause, à l'autodétermination et à l'autonomie, que la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples indigènes (UNDRIP) a consacrés. Il convient de signaler que les Nations unies elles-mêmes reconnaissent que REDD+ pourrait aboutir à « la fermeture des forêts ».

Le système REDD+ n'est pas seulement nuisible pour les peuples indigènes et les communautés locales, il endommage aussi l'environnement en encourageant par des incitations contreproductives la plantation industrielle d'arbres – y compris la plantation d'arbres génétiquement modifiés – qui est en train de remplacer les forêts indigènes, et donc d'accroître la déforestation.

Tandis que le carbone biotique – celui qui est stocké dans les forêts – ne peut jamais être l'équivalent climatique du carbone fossile maintenu dans le sous-sol, le dioxyde de carbone émis par le brûlage de combustibles fossiles augmente la

concentration générale du carbone qui circule perpétuellement entre l'atmosphère, la végétation, les sols et les océans. La déclaration prévient que cette absence d'équivalence, parmi bien d'autres complexités, rend impossible la comptabilisation du carbone qu'implique REDD.

« REDD+ sabote le régime climatique et viole le principe des responsabilités communes mais différenciées qu'établit la CCNUCC. Les permis de pollution générés par REDD+ font obstacle à la seule solution viable contre le changement climatique : laisser le pétrole, le charbon et le gaz dans le sous-sol », conclut la déclaration.

L'appel de l'Alliance mondiale des peuples indigènes et des communautés locales contre REDD et pour la vie peut être lu sur : <http://climate-connections.org/?p=12488&preview=true> (en anglais), ou sur : <http://www.carbontradewatch.org/articulos/pueblos-indigenas-hacen-un-llamado-por-una-moratoria-sobre-redd.html> (en espagnol).

[index](#)

---

### **- Méga-entreprises et criminalisation de la lutte pour le respect des droits : les cas de l'Inde et du Honduras**

Ce mois-ci, durant lequel on commémore le Jour international des droits de l'Homme, il faut impérieusement souligner les cas de deux communautés de pays apparemment très distants l'un de l'autre, mais qui ont bien des choses en commun. Aussi bien au Honduras qu'en Inde, les communautés luttent depuis des années contre le nouveau colonialisme de puissants groupes économiques respectivement liés à la plantation de palmier à huile et à l'extraction de minerai de fer.

Basées sur un modèle industriel d'extraction à grande échelle et exportateur, ces entreprises sont responsables de la violation des droits de l'homme dans les communautés où elles se sont installées. Le gain est placé par-dessus tout, et justifie n'importe quel moyen pour faire taire les voix de la résistance et obtenir ainsi une production à grande échelle destinée à des pays fortement consommateurs d'huile de palme et de fer dans le marché mondial.

Qu'elles soient nationales ou transnationales, sidérurgiques ou agricoles, les entreprises débarquent avec de grandes promesses de développement, de bien-être et d'emploi pour la communauté mais, à bref délai, la réalité de leur activité capitaliste devient une évidence, qui n'a rien à voir avec les promesses faites ni avec les intérêts des communautés locales.

Les communautés locales organisées réagissent en s'informant, en dénonçant des irrégularités, en revendiquant leur droit à la terre et au territoire – leur moyen de vie et de subsistance – et en résistant non seulement à l'appropriation et à la destruction des écosystèmes, mais aussi à la violation des droits de l'homme.

La réponse des entreprises, devant l'opposition à leurs activités, ne se fait pas attendre. C'est ainsi que, avec l'appui du gouvernement, on criminalise les

mouvements paysans, ce qui suppose des menaces, des allusions dans la presse qui déconsidèrent les leaders locaux ou les dénonciations faites par les communautés, des emprisonnements sans motif connu, des jugements injustes, une répression policière ou militaire, et même l'assassinat.

### **Inde : un dirigeant du mouvement anti-POSCO séquestré par l'administration Orissa**

L'entreprise coréenne POSCO a l'intention d'installer à Orissa, dans l'Est de l'Inde, une usine sidérurgique d'une capacité de production de quatre millions de tonnes, pour laquelle elle a besoin de 1 500 hectares de terre (voir bulletins 147, 155, 157 et 163 du WRM).

De ce total, 1 200 hectares sont des forêts – l'entreprise est en train de négocier avec le gouvernement d'Orissa pour obtenir l'autorisation de déboiser cette surface, afin d'ouvrir un espace où installer l'usine – et « à peine » 60 hectares correspondent à des terrains privés, d'après les déclarations du gouvernement. Ce qui n'est pas dit, c'est que cet « à peine » représente deux communautés où vivent plus de 600 familles qui, de ce fait, se verraient déplacées.

Le mouvement de pêcheurs et de paysans des communautés de Dinkia et de Gobindpur résiste depuis plusieurs années déjà contre les tentatives du gouvernement d'Orissa et de la multinationale POSCO d'affecter ces terres au projet d'extraction de fer qui inclut la construction d'une route d'accès au terrain occupé par l'usine.

Bien que le gouvernement soutienne que le programme d'achat de terres est pacifique, manifestants et activistes affirment que le gouvernement fait pression sur eux pour qu'ils cèdent, en déployant une énorme quantité de policiers dans la zone. Abhay Sahoo, un des leaders du PPSS (mouvement de résistance anti-POSCO) se demande ce qui peut bien déranger autant le gouvernement. Ce que défendent les communautés, c'est leur économie basée sur le bétel, les poissons et le riz, qui leur permet d'assurer le bien-être des futures générations « sans aucun de ces projets qui promettent seulement de détruire tout notre environnement », déclare-t-il à l'agence IPS (voir <http://ipsnoticias.net/nota.asp?idnews=98519>).

Comme conséquence de la résistance du mouvement, l'activiste Abhay Sahoo a été arrêté fin novembre près de l'endroit prévu pour mener à bien le projet, et il se trouve en prison préventive, vu que sa demande de mise en liberté sous caution a été refusée. Ceci survient après que les habitants de Dinkia et Gobindpur aient résisté héroïquement – dans la chaleur accablante de l'été et pendant plus de deux mois – aux attaques de la police, attirant l'attention de tout un pays sur la menace qui pèse sur leur économie prospère et sur les écosystèmes. Cela se produit aussi dans le cadre des plaintes présentées au ministère de l'environnement quant à l'autorisation de déboiser que le projet a reçue, qu'ils considèrent comme immorale et sans l'aval de la population locale, en faisant référence à une récente proposition de loi qui exige le consentement des 80 % de la population.



La situation a empiré durant les derniers jours, quand plus de 500 hommes armés – une sorte de milice privée – appuyés par la police et par le gouvernement, sont arrivés au site de la manifestation non-violente du PPSS, où quelque 2 000 personnes, hommes, femmes et enfants, gisaient couchés à terre pour empêcher l'accès de l'entreprise à la zone. La milice, avec des gaz et des armes, a attaqué les manifestants, blessant au moins huit personnes, l'une d'elles gravement.

Les communautés de Dinkia et Gobindpur ont besoin de notre solidarité. La répression exercée contre le mouvement PPSS, l'arrestation du leader Abhay Sahoo, l'attaque contre la manifestation pacifique de ces deux communautés doivent recevoir la condamnation de la communauté internationale, de même que le projet de l'entreprise POSCO qui, en plus d'être socialement injuste et économiquement destructif, est responsable de la violation des droits de l'homme à Orissa. (Modèle de lettre à adresser au gouvernement et à la commission des Droits de l'Homme de l'Inde : <http://www.wrm.org.uy/India/letter12-2011.html>.)

### **Honduras : appel urgent à la solidarité avec le mouvement paysan du Bajo Aguán**

Le Mouvement paysan de la zone du Bajo Aguán, dans le Nord du Honduras, a récemment diffusé une lettre ouverte dans laquelle il proclame qu'« il est urgent d'arrêter le massacre dans le Bajo Aguán ». Ce cri d'alarme est en même temps une demande d'appui faite à la communauté internationale – peuples, gouvernements et institutions – face à la situation extrême dans laquelle se trouvent ces gens. (Ver <http://movimientocampesinodelaguan.blogspot.com/2011/11/llamamiento-urgente-de-solidaridad-con.html>.)

Les paysans et paysannes vivent en danger permanent, avec une « présence militaire et policière qui s'est fortement intensifiée ces derniers temps – la même qui est si souvent signalée pour sa responsabilité dans la répression », dit la lettre.

« La gravité du problème a été dénoncée le 24 octobre dernier, dans le cadre de la 143<sup>e</sup> période de sessions de la Commission interaméricaine des droits de l'Homme (CIDH), où fut prouvée l'augmentation du nombre d'assassinats – 42 membres d'organisations paysannes assassinés, entre septembre 2009 et octobre 2011–, des persécutions, des menaces et des intimidations à l'encontre des quelque 3 500 familles qui réclament leur droit à la terre et à l'alimentation, et se trouvent totalement démunies face à la répression et à la mise à sac criminelles auxquelles se livre l'oligarchie du Honduras, associée surtout à la production de palmier à huile dans cette zone et étroitement liée au régime politique instauré après le coup d'État de 2009. À ces assassinats s'ajoutent les actions en justice contre plus de 160 paysans – commencées jusqu'en juillet 2011–, les expulsions forcées et la destruction des demeures et des moyens d'existence de villages entiers.

Selon les rapports et les plaintes publiques disponibles, plus de 600 000 familles du pays ne possèdent pas de terre, sans qu'existe de la part de l'État une stratégie agraire pour résoudre le grave problème social. Le conflit agraire au Honduras se polarise à cause de la Loi de modernisation agricole de 1992, qui a permis de dépasser les maxima établis pour la possession de terres, donnant lieu dans le

Bajo Aguán à d'énormes plantations concentrées dans les mains de propriétaires comme Miguel Facussé, Reynaldo Canales et René Morales Carazo ».

« Les familles paysannes réclament des terres parce qu'elles n'ont rien à manger. Nous devons semer nos aliments et aussi contribuer à l'économie locale et nationale. La monoculture est une des raisons qui nous ont conduits à ce conflit agraire et nous ne pouvons pas continuer à reproduire ce modèle », explique un leader paysan à un journaliste de Rel-UITA (Voir "Palma africana y derechos humanos. El agua y el aceite", [http://www.rel-uita.org/agricultura/palma\\_africana/index.htm](http://www.rel-uita.org/agricultura/palma_africana/index.htm))

La lettre ouverte dit que « tandis que la mort et la terreur continuent à régner sur les terres du Bajo Aguán, et que le régime criminalise la lutte paysanne et intensifie la militarisation du territoire, son titulaire Porfirio Lobo assure qu'on avance dans le processus de pacification et de réconciliation du pays, obtenant ainsi de l'Organisation des États américains (OEA) et d'autres instances internationales la réincorporation de l'Etat du Honduras comme membre actif avec tous ses droits. Elles lâchent ainsi la bride aux plans d'investissement audacieux, à l'endettement et à l'occupation territoriale du pays afin d'augmenter le pillage et la déprédation. Loin d'atteindre cette pacification et cette réconciliation, le peuple du Honduras subit les assauts d'un système effondré ».

« À partir de juin de cette année, et avec la participation de la Banque interaméricaine de développement (BID), de la Banque mondiale, des États-Unis et d'autres, sous prétexte d'une nouvelle Initiative régionale centraméricaine de sécurité, censément indiquée pour améliorer la lutte contre le trafic de drogues et autres formes de crime organisé, on consolide un appui très fort et l'approvisionnement des secteurs les plus impliqués dans ce trafic. Cette nouvelle mondialisation d'un concept très particulier de sécurité, toujours sous la houlette des États-Unis, a déjà beaucoup d'antécédents dans le pays et dans la région, y compris le « chapitre sur la sécurité » inclus dans le NAFTA, dont les résultats sont évidents au Mexique. On ne peut pas non plus ignorer leurs liens avec les politiques d'investissement, d'endettement et de contrôle territorial qui, dans le Bajo Aguán et dans les zones côtières Garifunas, comme dans d'autres régions du Honduras, cherchent à imposer leurs projets de pillage reverdis – 'énergie renouvelable, reboisement écologique et tourisme durable' - par delà la résistance des populations, dont les possibilités de vie sont chaque jour davantage violentées ».

Le Mouvement paysan demande, entre autres choses, que « l'Organisation des États américains procède de façon urgente à la nomination d'une Commission de vérification de la situation du Bajo Aguán, avec l'appui de la Commission interaméricaine des droits de l'Homme (CIDH) ». Il exhorte aussi « les Institutions financières internationales, les investisseurs et les 'donateurs' internationaux à suspendre toute opération qui puisse toucher la zone, jusqu'à ce que sa nécessité et sa légitimité soient prouvées dans la perspective des droits des communautés lésées ».

La fin de la lettre ouverte met spécialement l'accent sur les exigences à l'égard des autorités du Honduras, qui doivent respecter les engagements contractés envers la

communauté internationale de veiller au respect des droits de l'homme, en en finissant avec la criminalisation des mouvements paysans, en faisant cesser les expulsions forcées, en empêchant l'avancée de l'agro-industrie qui foule aux pieds la souveraineté alimentaire et territoriale, et en activant la démilitarisation de la région.

Nous appelons la communauté internationale à manifester sa solidarité avec le peuple du Honduras, et à être vigilante face à la situation de grave danger dans laquelle se trouve ce pays, et tout particulièrement le Bajo Aguán.

*Ces deux cas sont représentatifs de beaucoup d'autres en Amérique latine, en Afrique et en Asie, où les responsables de la mise en œuvre d'un système basé sur l'extraction à grande échelle et de la promotion d'une consommation excessive selon les règles du capitalisme mondial, répondent par la criminalisation, la répression, la militarisation et la mort à ceux qui refusent de sacrifier leurs terres, leurs territoires, leur culture et leurs formes traditionnelles de production sur l'autel d'une féroce marchandisation de la nature.*

[index](#)

---

### **– Indonésie : crise des droits de l'homme dans les plantations de palmier à huile**

Un nouveau rapport publié en novembre 2011 dénonce que, dans la province de Jambi de l'île indonésienne de Sumatra, la police et le personnel des plantations de palmier à huile ont systématiquement expulsé les habitants de trois villages, en faisant feu avec leurs armes pour les épouvanter, et qu'ils ont ensuite détruit leurs logements avec des machines lourdes et jeté les sols en béton dans les ruisseaux des alentours avec des bulldozers. Ces opérations ont eu lieu pendant une semaine, à la mi-août, et ont déclenché une controverse internationale. Andiko, directeur exécutif de l'ONG indonésienne pour les droits de l'homme, HuMa, a dit :

Les expulsions sous la menace de revolvers et la destruction des foyers des hommes, des femmes et des enfants sans ordonnance d'un tribunal et sans préavis sont de graves violations des droits de l'homme et sont contraires aux normes de la police. L'entreprise doit maintenant y porter remède, mais il faut aussi que les auteurs individuels soient identifiés et punis conformément à la loi.

Ces faits ont eu lieu en août 2011, dans la concession de 20 000 hectares de palmiers à huile de la société PT Asiatic Persada, filiale à 51 % du groupe Wilmar. Ce groupe de Singapour est représenté dans le Conseil de direction de la Table ronde sur la production durable d'huile de palme (RSPO) ; en plus d'avoir une propriété de 600 000 ha de plantations en Malaisie et en Indonésie, il a le projet de s'installer dans d'autres continents ; il s'agit du premier producteur mondial d'huile de palme et il possède des usines de traitement à Sumatra et en Europe. Abetnego Tarigan, directeur exécutif de l'ONG indonésienne SawitWatch, qui est aussi membre du conseil de la RSPO, a déclaré :

Franchement, nous sommes très déçus. Les membres principaux de

la RSPO sont censés appliquer scrupuleusement les critères convenus, parmi lesquels figurent le respect des droits coutumiers des gens et la résolution des différends. Les entreprises membres de la RSPO devraient prendre l'initiative de dialoguer avec les communautés, plutôt que de recourir aux méthodes répressives d'autrefois.

Comme l'explique le rapport, les problèmes actuels ont leur origine dans un conflit de longue date avec les communautés locales, dont les terres ont été confisquées par la plantation de palmiers à huile au mépris de leurs droits, sans leur consentement et sans compensation. Wilmar, qui a repris la plantation en 2006, a refusé de reconnaître les droits fonciers des communautés et, au lieu de leur offrir de petites propriétés à l'intérieur de la concession, leur a proposé des participations dans une joint-venture 50/50 située plus à l'Ouest. Certains membres des communautés qui avaient accepté ce plan l'ont refusé par la suite, disant qu'il leur avait apporté très peu de bénéfices et davantage de conflits.

Le Forest Peoples Programme, qui coordonne l'enquête sur le terrain, signale que les ONG ont maintenant présenté une troisième plainte contre Wilmar auprès du CAO (Bureau de l'Ombudsman) de la Société financière internationale. Les plaintes préalables avaient provoqué la suspension de tout financement de la Banque mondiale au secteur de l'huile de palme dans le monde entier. À l'heure actuelle, le CAO est encore en train de faire l'intermédiation pour régler les différends entre les filiales de Wilmar et les communautés. Néanmoins, dans le Jambi, ces efforts ont échoué en juin de cette année.

Le CAO a accepté maintenant de revoir cette plainte, et l'entreprise, quelques représentants communautaires, le gouvernement local et des ONG locales ont accepté la médiation de cet organisme. En attendant, la dispute reste non résolue et d'autres activistes, impatients devant la lenteur des démarches, ont porté leurs plaintes en Allemagne où, avec l'aide d'ONG allemandes, ils ont manifesté devant les usines de traitement d'huile de palme à Hambourg. Les ONG allemandes ont demandé à Unilever, un des plus grands utilisateurs d'huile de palme du monde, de cesser toute affaire avec Wilmar.

SawitWatch, l'ONG indonésienne qui surveille le secteur de l'huile de palme, a catalogué grâce à son propre réseau 663 cas de conflits fonciers entre les communautés et les plantations de palmier à huile d'Indonésie. L'Agence nationale du Territoire du gouvernement indonésien a reconnu qu'il y avait près de 3 500 cas de ce genre dans ses propres registres.

Derrière ces conflits désespérés est le problème que, malgré les obligations internationales de l'Indonésie en matière de droits de l'homme, la législation nationale est très faible en ce qui concerne les droits coutumiers des communautés rurales. Moins de 40 % des propriétés foncières sont formellement reconnues. Le pays a beau être le troisième du monde en population, le gouvernement considère plus de 80 % du territoire national comme des terres domaniales et en attribue avec libéralité des étendues à des entreprises forestières, minières ou de plantation, sans le consentement des communautés. Des analyses faites par des universitaires montrent que les marchés proposés à la population par les entreprises de palmier à

huile sont plus mauvais aujourd'hui que pendant la dictature du président Suharto. Les organes des Nations unies chargées des droits de l'homme ont maintes fois signalé ces problèmes à l'attention du gouvernement indonésien, l'exhortant à réformer la législation pour reconnaître les droits des peuples indigènes et des communautés locales. Or, le gouvernement n'a jamais répondu à l'ONU, ignorant apparemment son obligation de protéger les droits de ses citoyens.

Une étude régionale sur l'expansion de l'huile de palme dans le Sud-Est de l'Asie, publiée également par le Forest Peoples Programme et SawitWatch en novembre dernier, montre que là où les droits des communautés sont mal protégés et les lois peu appliquées, les plantations de palmiers continuent de s'élargir par l'appropriation de grandes étendues, ce qui provoque des conflits, la répression et davantage de violations des droits de l'homme. La situation est la même au Cambodge, aux Philippines, en Indonésie, en Malaisie et même en Papouasie-Nouvelle-Guinée. En revanche, là où les agriculteurs sont plus sûrs de leur situation foncière, comme dans les basses-terres de la Thaïlande, les petits propriétaires choisissent ce qu'ils cultivent et peuvent ensuite vendre leurs produits à leur convenance, de sorte que la population obtient de meilleurs résultats. L'étude montre aussi que cette expansion est due non seulement à la demande mondiale d'huile de palme, qui augmente de façon exponentielle, mais aussi aux politiques nationales pour développer ce produit à l'intention des marchés locaux, économiser des devises étrangères et favoriser la sécurité énergétique.

En décembre, la Commission indonésienne des droits de l'homme, KOMNASHAM, a convoqué une réunion régionale des commissions nationales des droits de l'homme du Sud-Est asiatique pour examiner ces problèmes. Cette rencontre a donné lieu à la « Déclaration de Bali sur les droits de l'homme et l'agro-industrie », qui appelle les États de la région à garantir les droits des communautés locales et des peuples indigènes, y compris leur droit à l'alimentation, et à établir un cadre plus ferme pour obliger les entreprises à respecter ces droits.

Liens :

Pour obtenir des copies du nouveau rapport sur les violations des droits de l'homme dans le Jambi, en Indonésie :

<http://www.forestpeoples.org/sites/fpp/files/publication/2011/11/final-report-pt-ap-nov-2011-low-res-1.pdf>.

Pour un examen détaillé des problèmes concernant les droits de l'homme dans le secteur de l'huile de palme en Malaisie et en Indonésie, voir :

[http://www.forestpeoples.org/sites/fpp/files/publication/2010/08/palmoilindigenoussoutheastasiafinalmceng\\_0.pdf](http://www.forestpeoples.org/sites/fpp/files/publication/2010/08/palmoilindigenoussoutheastasiafinalmceng_0.pdf).

Le nouveau rapport sur l'expansion de l'huile de palme dans le Sud-Est de l'Asie est disponible sur :

<http://www.forestpeoples.org/sites/fpp/files/publication/2011/11/oil-palm-expansion-southeast-asia-2011-low-res.pdf>.

Déclaration de Bali :

<http://www.forestpeoples.org/sites/fpp/files/publication/2011/12/final-bali-declaration->

[adopted-1-dec-2011.pdf](#).

Information sur les manifestations en Allemagne :

<http://www.regenwald.org/news/palmoel/3933/tagliche-news-zu-dem-indonesier-besuch-die-indonesier-in-deutschland>.

Cet article a été rédigé par Marcus Colchester, du Forest Peoples Programme.

[index](#)

---

### **- Thaïlande : le climat, les droits de l'homme et les forêts**

En Thaïlande, les communautés indigènes ont été et continuent d'être menacées d'expulsion de leurs territoires traditionnels par suite de la mise en œuvre de la politique du pays au sujet de REDD+. Cette violation des droits de l'homme est due au fait que les communautés ont été accusées de contribuer à la crise climatique parce qu'elles déboiseraient, détruiraient les ressources naturelles et provoqueraient des incendies de forêt, activités qui causent des émissions de carbone. Comme, en plus, elles ne sont pas consultées au moment d'analyser la situation, les politiques sont formulées à partir de suppositions de ce genre.

Pour contrer cette vision des choses et ces politiques, une étude a été entreprise avec les Karen de HuayHin Lad, dans le district de Wieng Pa Pao de la province de Chiang Rai. Cette communauté indigène est menacée d'expulsion parce qu'elle est située dans un parc national. Leurs rapports avec la forêt et leur manière traditionnelle de l'utiliser ont été analysés, ainsi que le potentiel et la capacité de la forêt communautaire d'absorber des gaz à effet de serre, par rapport aux émissions de ces gaz que produisent leurs activités.

L'étude a conclu non seulement que le mode de vie et les systèmes agricoles des peuples des régions montagneuses thaïlandaises n'ont pas de répercussions négatives sur le changement climatique, mais que « les méthodes de subsistance traditionnelles de ces peuples contribuent à équilibrer le système écologique, à atténuer efficacement les effets adverses du changement climatique et à maintenir durablement leur une sécurité alimentaire ».

L'étude a montré que l'agriculture itinérante de la communauté est source de peu d'émissions de carbone, parce qu'il s'agit d'un système autosuffisant, qu'il comporte des dépenses minimales parce qu'il n'utilise pas de produits chimiques, et que, grâce aux différentes périodes de récolte, assure à la communauté la sécurité alimentaire pendant toute l'année. Les habitants préfèrent consommer les aliments produits sur place, plutôt que d'acheter des aliments traités industriellement. Tout ceci contribue à ce que leur empreinte écologique soit très faible et que les émissions annuelles de carbone de la communauté ne représentent que 0,08 % du carbone stocké dans la zone qu'elle occupe.

Un autre facteur qui influe sur leur manière de traiter la forêt est que l'utilisation des ressources naturelles et la consommation d'aliments de la communauté sont fondées sur des croyances et des savoirs traditionnels et sur des règles

collectivement établies. La coupe d'un arbre, par exemple, est le résultat d'une décision collective et doit suivre certaines règles.

Les conclusions de l'étude confirment le besoin de respecter le droit des peuples des montagnes de gérer les ressources naturelles de façon durable, conformément à la constitution thaïlandaise, et montrent combien il est nécessaire que les peuples indigènes soient consultés et puissent participer pleinement à la formulation des politiques concernant le changement climatique.

Cette étude si intéressante montre aussi que les gouvernements et les gens peuvent beaucoup apprendre de cette communauté et d'autres peuples des forêts tropicales du monde entier sur l'utilisation responsable des ressources naturelles, sur la manière de vivre bien et en harmonie avec ces ressources, sans effets négatifs sur le climat et sur l'environnement en général. Les résultats de l'étude sont aussi un message clair pour les décideurs de la Thaïlande et de beaucoup de pays de forêt tropicale : les habitants des forêts ne sont pas responsables de la déforestation et il ne faut pas les en expulser. Au contraire, ils jouent un rôle-clé dans la lutte pour la conservation des forêts.

Article basé sur le rapport : "Climate Change, Trees and Livelihood: A case study on the carbon footprint of a Karen Community in Northern Thailand", rédigé par la Northern Development Foundation et la communauté de HuayHin Lad ([http://ccmin.aippnet.org/index.php?option=com\\_content&view=article&id=350&Itemid=159](http://ccmin.aippnet.org/index.php?option=com_content&view=article&id=350&Itemid=159)).

[index](#)

---

## LES GENS SE METTENT À L'OEUVRE

### **- Fonds de pension néerlandais dénoncé pour ses investissements dans la monoculture d'arbres au Mozambique**

Le 3 décembre 2011, le journal néerlandais Volkskrant publiait à la une un article dénonçant que le fonds de pension néerlandais ABP, un des plus grands du monde, est en train d'investir dans un projet de monoculture de pins et d'eucalyptus au Mozambique, par l'intermédiaire du Fonds mondial de solidarité pour les forêts (GSFF d'après l'anglais), une initiative des églises suédoises et norvégiennes. Ce projet de plantation est en train d'avoir des effets négatifs sur les communautés paysannes (voir le livre publié par le WRM de 2010 : [www.wrm.org.uy/paises/Mozambique/livro.pdf](http://www.wrm.org.uy/paises/Mozambique/livro.pdf)).

Dans ce récent article, l'Union provinciale des paysans de Niassa affirme : « Nous ne comprenons pas pourquoi des institutions ecclésiastiques et des fonds d'investissement mettent de l'argent dans des projets qui exploitent les plus pauvres entre les pauvres ».

L'ABP admet qu'il y a quelques problèmes, mais affirme que la gestion a changé maintenant et que les choses s'améliorent. Inutile de dire que nous allons continuer à surveiller, avec l'Union nationale des paysans (UNAC) du Mozambique, membre

de La Via Campesina, l'évolution de la situation dans le contexte actuel d'accaparement croissant de terres africaines par des entreprises étrangères et des fonds d'investissement.

Au Mozambique, près de 80 % de la population vit de l'agriculture, et les paysans reçoivent très peu de soutien pour améliorer leur sécurité et leur souveraineté alimentaires. L'expansion des plantations d'arbres sur les terres agricoles rend la vie encore plus difficile pour les communautés rurales, les poussant à s'y opposer avec force.

[index](#)

---

### **- Malheur annoncé pour l'Extrême-Sud, le Sud et le Sud-Ouest de Bahia**

Le gouverneur Jacques Wagner et le secrétaire de l'Environnement préparent, pour le 21 décembre, un cadeau de Noël spécial pour la société de l'Extrême-Sud, du Sud et du Sud-Ouest de Bahia. La nouvelle circule déjà que, indépendamment de l'analyse technique de l'EIA/Rima (étude et rapport sur l'impact environnemental), l'extension de Veracel Celulose sera autorisée. Les diverses erreurs présentes dans l'EIA/Rima ne seront pas un problème. La société aura beau manifester dans des audiences publiques son opposition à l'expansion de l'entreprise, la signature du secrétaire, M. Spengler, sera suffisante.

D'innombrables erreurs, d'orthographe, de rédaction, méthodologiques et conceptuelles, caractérisent le rapport d'évaluation environnementale de Veracel II. Le besoin d'utiliser un langage simple, comme l'exigent les études de ce genre, semble autoriser des omissions, de graves imprécisions, des termes vagues et génériques. Plus de 100 pages sont consacrées à l'analyse de tables et de graphiques sur des informations concernant les localités de la zone d'influence du projet. Les techniciens laissent délibérément de côté l'analyse du projet en soi et de ses rapports avec le territoire, et présentent des listes de données agricoles, démographiques et éducatives des 17 localités directement concernées. Dans la dernière partie seulement, sur 25 pages, les techniciens décrivent, de façon synthétique et précaire, les impacts du projet et quelques mesures d'atténuation.

L'orientation de propagande de l'étude est frappante. Tout le rapport est parcouru de phrases telles que « Veracel utilise de la technologie favorable à l'environnement », ou « [son objectif] est la durabilité de l'initiative », au point que cette EIA ressemble plutôt à un rapport annuel sur la durabilité de l'entreprise ou à un exercice de marketing très élaboré.

Donc, l'avenir des petits agriculteurs, des travailleurs ruraux sans terre, des communautés traditionnelles, etc., est déjà tout tracé. Les conflits existants ou ceux qui vont sûrement éclater ne sont pas analysés. Nous allons suivre le rythme marqué par le « développement » basé sur l'exploitation des ressources naturelles et des personnes ; nous allons mettre en danger la sécurité alimentaire, et nier les droits des groupes et des communautés. Pour le gouvernement de Bahia, l'important c'est d'assurer des bénéfices au petit groupe d'actionnaires, où figurent parmi d'autres la BNDES, Aracruz Celulose (aujourd'hui Fibria) et Stora Enso !



8 décembre 2011

Forum social et environnemental de l'Extrême-Sud, du Sud et du Sud-Ouest de Bahia.

[index](#)

---

### **- Appel à la mobilisation et à la coordination des luttes, en route vers Rio+20 et au-delà**

La Conférence des Nations unies sur le développement durable (Rio+20) aura lieu du 18 au 23 juin 2012 à Rio de Janeiro, Brésil, vingt ans après Sommet de la Terre de 1992 (Rio 92).

C'est à partir de cette conférence historique que commença la lutte pour que les pays industrialisés assument leur responsabilité, elle aussi historique, du changement climatique. Plus tard ont commencé les luttes populaires pour la reconnaissance de la dette écologique et climatique des pays du Nord à l'égard de ceux du Sud, en une inversion de la logique concernant les dettes financières des gouvernements du Sud à l'égard des pays du Nord et des institutions financières que ces derniers contrôlent.

Cependant, la marchandisation accélérée de la vie et de la nature démarra aussi, par le biais de solutions fausses contre le changement climatique, sous la forme des marchés du carbone, et contre la diminution de la diversité biologique, sous la forme des mécanismes financiers dits innovants.

« Face à cette réalité, il faut que nous fassions de Rio+20 un processus mondial de forte mobilisation, afin de lutter contre un système meurtrier qui cherche à se perpétuer à tout prix, et pour renforcer les luttes et les résistances nécessaires à notre survie grâce à l'élaboration d'alternatives non capitalistes, comme la souveraineté alimentaire », disent les organisations, les réseaux et les mouvements sociaux impliqués dans la construction du Sommet des peuples pour la justice sociale et environnementale, contra la marchandisation de la vie et de la nature et pour la défense des biens communs. Ce sommet se tiendra en même temps et dans la même ville que la Conférence Rio+20.

Les organisations convoquent « les peuples et les mouvements qui luttent contre toutes les formes d'exploitation, de déprédation et de domination à s'unir à nous en une Assemblée permanente des peuples où, face à la marchandisation de la vie et au 'reverdissement' du capitalisme, nous affirmerons nos droits et ceux de la Nature par-dessus la rhétorique de 'l'économie verte' », et « pour que Rio+20 devienne une grande mobilisation populaire qui affermisser les bases locales, régionales et mondiales nécessaires pour repousser la charge du capitalisme 'vert' ».

Pour adhérer à cette initiative, veuillez contacter [movilizacion.rio20@gmail.com](mailto:movilizacion.rio20@gmail.com).

Le texte intégral de la convocation est disponible sur [http://wrm.org.uy/RIO+20/Nous\\_Mobilisons.html](http://wrm.org.uy/RIO+20/Nous_Mobilisons.html)

